

« Pour nos enfants »

Nous vivons dans un monde turbulent, toujours plus rapide, marqué par des changements sans précédent qui risquent de fragiliser nos valeurs communes et d'affaiblir la solidarité et la cohésion sociale. La communauté internationale se doit d'y faire face pour éviter l'apparition d'un terreau fertile pour des conflits réveillant de vieilles rancunes historiques et aggravant les divisions religieuses et ethniques. Des mouvements tectoniques dans le domaine des technologies, de la disponibilité des ressources, de la démographie et des changements climatiques menacent par ailleurs la stabilité et la viabilité de notre planète. L'agenda 2030 trace une excellente feuille de route pour une réponse multilatérale à ces défis.

Malgré ses imperfections, le système des Nations Unies demeure le cadre le plus approprié pour étudier et aborder en commun les moyens de promouvoir la stabilité et le développement durable pour la paix et la sécurité. Le système des Nations Unies est le rempart des droits de l'homme. Comme l'a souligné récemment le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, les droits de l'homme font partie intégrante de toutes les entités des Nations Unies, chacune ayant son propre rôle, complémentaire de celui des autres.

Depuis sa fondation, l'UNESCO a pour noble objectif de contribuer à la paix, à la dignité, à l'égalité et au respect mutuel, et de protéger les libertés fondamentales, notamment la liberté d'expression, la libre circulation des idées et l'accès au savoir. Pour rester crédible et atteindre ses objectifs, l'UNESCO doit, avec la bonne volonté de ses États membres, **réduire la politisation excessive** de ses travaux, qui l'a parfois transformée en poudrière au point de l'empêcher d'atteindre ses objectifs.

Nous devons aplanir nos différences, apprendre à faire de la diversité notre force et nous unir autour de nos intérêts communs. Ce n'est pas trop demander si nous voulons que nos enfants aient un avenir pacifique. Ce sont des leçons de vie que ma génération - la « génération de la guerre » - a apprises de la manière la plus dure, alors que mon pays, le Liban, sortait lentement et douloureusement de la folie de dix-sept ans de violence, de haine et de destruction.

Engager le débat sur les sujets les plus sensibles et les plus clivants ne doit pas nous empêcher de nous concentrer sur ce qui nous unit.

Qu'est-ce qui peut nous unir ? Quelles aspirations, quelles valeurs et quelles ambitions partageons-nous ? Quel est notre **dénominateur commun le plus fort**, au-delà de notre culture, de notre couleur, de notre genre ou de notre religion ? La réponse est : **Nos enfants**.

Nous désirons tous un avenir brillant pour nos filles et nos fils.

Nous voulons qu'ils s'épanouissent pleinement.

Nous voulons qu'ils trouvent des emplois stables, convenables et enrichissants.

Nous voulons qu'ils deviennent des citoyens libres et responsables.

Nous voulons qu'ils vivent dans une société inclusive et culturellement diverse.

Nous voulons qu'ils vivent en paix sur une planète viable.

Ces objectifs touchent l'essence du mandat de l'UNESCO. Nous devons donc créer et pérenniser à l'UNESCO un **havre de paix pour le dialogue constructif et la coopération**, afin de permettre à **l'éducation, aux sciences, à la culture, à la communication et à l'information de nous unir** - maintenant plus que jamais.

L'humanité d'aujourd'hui navigue en eaux inconnues, en pleine transition entre l'ère industrielle et celle de la connectivité. Les craintes que suscite ce bouleversement de nos modes de vie doivent être pondérées par les formidables possibilités offertes par les nouvelles technologies. L'équilibre dépendra de notre capacité à faire d'un monde plus technologique un monde plus humain.

Nous devons adopter une attitude positive à l'égard du progrès technologique en l'exploitant de manière responsable afin qu'il serve le progrès de l'humanité et améliore le niveau de vie dans des sociétés inclusives. À l'ère de la connectivité, l'UNESCO doit rester attentive aux implications éthiques des évolutions technologiques et viser l'égalité numérique. L'UNESCO doit être un **havre de paix pour un dialogue sur l'éthique à l'« ère de la connectivité »**.

Comment allons-nous préparer **nos enfants** à des emplois qui n'existent pas encore ? Quelles sont les compétences fondamentales, les compétences de transition et les compétences de vie qui seront nécessaires en 2030 ?

À vrai dire, personne n'a la réponse. Les progrès technologiques entraînent une évolution et une transformation constantes du milieu de travail et des professions. Des métiers nouveaux se créent, qui exigent des **compétences nouvelles**. Le savoir et la mobilité deviennent un sésame incontournable pour l'accès à l'emploi, même modeste. Il faut donc insister sur la capacité à apprendre, à se développer et à s'adapter aux fonctions et aux tâches nouvelles à mesure qu'elles apparaissent.

Il est difficile d'anticiper avec précision les effets à long terme de ces bouleversements technologiques, même si les tendances nous donnent déjà un aperçu des compétences nécessaires demain. Les politiques éducatives et les programmes d'enseignement doivent tenir compte de ces tendances. L'UNESCO doit être un « **Pôle de connaissances** », mobilisant tous ses réseaux, analysant les tendances et traduisant l'information en connaissances, que les États membres peuvent exploiter et utiliser.

À l'ère de la connectivité, le rôle de l'éducation et des enseignants doit évoluer. Il ne s'agit plus de « transmettre des connaissances aux enfants », mais de « faciliter l'éducation et révéler les talents de chaque enfant ». « Si les enfants n'arrivent pas à apprendre comme nous enseignons, nous devons enseigner comme ils apprennent ».

Par ailleurs, nous devons investir dans un **enseignement de qualité à tous les niveaux**, en particulier pour les filles, et en particulier pour les filles dans les sciences. L'éducation doit favoriser la créativité, la résolution de problèmes, la résilience et l'esprit d'entreprise. Il faut améliorer le profil et l'image de l'enseignement technique et professionnel et l'articuler avec le secteur privé en prévision des emplois de demain. La croissance exponentielle des possibilités d'apprentissage en ligne et l'accès aux ressources éducatives libres en ligne exigent d'établir et d'actualiser en permanence des normes pour les certifications et la reconnaissance des diplômes. En outre, la nécessité d'adopter une culture de l'apprentissage tout au long de la vie est une priorité absolue, en raison de la rapidité avec laquelle le monde change.

Nos enfants méritent de vivre dans la paix et la sécurité. Lorsque la violence se généralise, que ce soit sous forme d'extrémisme, de radicalisation, de culture de gangs ou de trafic illicite, la capacité de nos jeunes à apprendre, à travailler et à apporter une contribution positive à la société se trouve sérieusement compromise. L'UNESCO doit apporter une réponse globale à toutes les formes de violence, en libérant les foyers, les écoles et les sociétés de l'hostilité, pour les transformer en lieux d'apprentissage et de dialogue.

Il n'est plus possible de résoudre ces défis par les approches traditionnelles, devenues inefficaces. Les résultats des **approches innovantes** explorées à l'Institut Mahatma Gandhi de l'éducation pour la paix (MGIEP) de l'UNESCO sont prometteurs. En échangeant directement avec les jeunes, l'Institut les fait participer aux solutions. Le MGIEP se fonde sur l'apprentissage cognitif, la transformation du comportement et le développement des compétences socio émotionnelles, et utilise les nouvelles technologies comme des outils pour transformer l'éducation afin d'édifier des sociétés durables et pacifiques. Cela permet aux enfants d'interpréter et de comprendre le monde par le biais du « questionnement critique » et de renforcer leur courage moral pour agir et développer **empathie et compassion**.

De tous les continents, l'Afrique est celui où l'impact des nouvelles technologies a entraîné l'avancée la plus spectaculaire. Malheureusement, les défis à relever restent nombreux. La démographie galopante, deux fois la moyenne mondiale, a de graves répercussions dans des domaines aussi importants que le chômage des jeunes, l'analphabétisme, l'inégalité entre les genres, la connectivité et le changement climatique. Cela appelle de la part de l'UNESCO une réponse urgente, intégrée et énergique.

Nous devons agir ensemble si nous voulons laisser à **nos enfants** une planète en bonne santé. Le changement climatique est « le défi majeur de notre temps », et l'UNESCO doit renforcer sa contribution à l'effort mondial pour atténuer les effets négatifs du changement climatique et s'y adapter. L'éducation, les sciences, la culture, la communication et l'information doivent viser à influencer notre conscience collective.

La priorité actuelle donnée par l'UNESCO aux communautés et aux pays les plus vulnérables et les plus touchés par le changement climatique doit se traduire par une action concrète et déterminée.

L'humanité ne peut prospérer sans une action volontariste pour atténuer les changements climatiques et gérer la biodiversité, les ressources en eau douce et les océans, car l'existence même des populations qui vivent dans les zones côtières de faible altitude et les petits états insulaires en développement est menacée par la montée du niveau de la mer.

Les Conventions culturelles de l'UNESCO sauvegardent, transmettent, encouragent et protègent la culture et le patrimoine. Elles sont des fleurons de l'Organisation, qui génèrent de nouvelles formes de recettes, mais elles doivent rester **performantes et crédibles**.

La destruction récente d'un patrimoine culturel unique souligne l'importance de la protection et de la préservation de la culture dans les zones de conflit. La préservation va au-delà de la protection matérielle des artefacts historiques. Elle touche nos identités et notre histoire commune.

La culture n'est pas un ensemble statique de caractéristiques héréditaires, de valeurs et de comportements. Il s'agit d'un processus évolutif. Ce que l'on considérait autrefois comme « moderne » est la « tradition » d'aujourd'hui. Et ce qui est moderne aujourd'hui sera tradition demain. Ce qui importe, c'est d'entretenir le dialogue. L'UNESCO devrait offrir un **havre de paix au dialogue culturel**, en se concentrant sur ce qui nous unit et en veillant à ce que toutes les voix soient entendues, en particulier celles des minorités et des femmes.

À propos des femmes, Alfred de Vigny a dit : « Après avoir étudié la condition des femmes dans tous les temps et dans tous les pays, je suis arrivé à la conclusion qu'au lieu de leur dire bonjour, on devrait leur demander pardon. » Il est malheureux que cette citation du XIXe siècle reste valable aujourd'hui. Cela ne plaide-t-il pas en faveur d'une **approche plus audacieuse de l'égalité des genres ?**

Si le mandat et les fonctions de l'UNESCO restent pertinents, relever les défis actuels exige de sa part une résilience, une anticipation et inventivité renouvelées. L'UNESCO doit moderniser ses processus et optimiser l'utilisation des technologies modernes pour devenir une véritable **Agence connectée**.

L'UNESCO doit devenir **agile** dans son mode de gestion et d'administration –plus innovante et avec un nouvel état d'esprit. L'Organisation devrait adopter les principes de la **démarche JUGAAD**, selon lesquels on trouve l'abondance dans la pénurie, l'adversité est transformée en opportunité, les solutions sont innovantes, le statu quo est sans cesse remis en question et les gens travaillent avec le cœur.

L'UNESCO doit **avoir un impact et mesurer ses résultats**. Pour être **efficace**, l'UNESCO doit faire ce qu'il convient, et pour être **performante**, l'UNESCO doit le faire comme il convient.

Plus que d'une augmentation ponctuelle et ad hoc de ses revenus, l'UNESCO a besoin de **financements stables, prévisibles et durables**, en s'ouvrant davantage à des partenaires extérieurs et en créant un écosystème de nouveaux modèles de revenus, afin d'accroître sa capacité à produire des résultats et d'améliorer le rapport coût-efficacité de la mise en œuvre du programme.

À cet égard, la capacité de l'UNESCO à attirer des financements est directement liée à sa **crédibilité**, à son niveau de transparence, à sa responsabilité et à sa capacité à produire des résultats efficaces et factuels, qui démontrent sa valeur aux États Membres.

Cela dit, si l'UNESCO souhaite élargir sensiblement sa base de financement et accéder à d'autres sources de financement, elle doit faire appel à des **spécialistes de la levée de fonds**. Les succès de l'UNESCO représentent un potentiel en termes de levée de fonds, et certains thèmes sont même éligibles au financement participatif.

Le Secrétariat est un atout essentiel de ces transformations, dont les directeurs sont les leaders et les membres du personnel les talents.

Dotés d'une autonomie d'action, leaders et talents doivent rendre des comptes et ils agissent en conséquence. La Directrice générale doit encourager l'initiative, l'expérimentation, la créativité et l'établissement de réseaux, tout en assurant un suivi, une transparence et une responsabilisation accrues à l'intérieur, à l'extérieur et à tous les niveaux.

Au cours des décennies, l'UNESCO a édifié un ensemble unique de partenariats et de réseaux, à commencer par ses commissions nationales, dont le vaste potentiel en matière de synergies et de relations mérite d'être exploité de manière nouvelle et créative, y compris par la production participative. L'UNESCO doit faire preuve d'innovation pour étendre son rayonnement et **démultiplier pleinement ses effets**.

Étroitement liés entre eux, les objectifs de développement durable sollicitent un grand nombre d'acteurs. L'UNESCO doit se concentrer sur **son avantage comparatif** et, le cas échéant, apporter son soutien au travail des autres. Une nouvelle culture de partenariats implique de préférer les synergies aux conflits de compétences, la collaboration à la concurrence, et de comprendre qu'on réussit ensemble ou pas du tout.

Le poste de Directrice générale n'est pas un emploi. C'est une mission, **une vocation** à servir, un engagement à faire passer l'intérêt de l'UNESCO avant le sien. Une telle vocation n'émerge pas soudainement à la veille d'une élection.

Pour diriger et inspirer l'UNESCO, il faut :

Donner l'exemple.

Agir de manière juste et impartiale – créer des consensus.

Croire que les responsabilités sont plus importantes que les prérogatives.

Avoir l'esprit d'équipe et confiance dans le personnel.

La nouvelle Directrice générale devra se mobiliser pour faire de l'UNESCO la meilleure organisation possible : un modèle de transparence, de responsabilisation, d'éthique, d'innovation et de résultats, une organisation qui serve tous les États membres en fonction de leurs besoins, une organisation qui reconnaisse les aspects multidimensionnels de la pauvreté et se donne pour philosophie de **ne laisser personne au bord du chemin**.

L'UNESCO a connu des temps difficiles, mais cette épreuve peut se transformer en une nouvelle opportunité – celle de tourner le dos aux modèles passés pour **se projeter dans un nouveau modèle** adapté à l'ère de la connectivité.

C'est, bien sûr, une immense ambition. Mais comme le disait Sergio de Mello :

« Si nous ne nous visons pas ce qui semble inaccessible, nous risquons de nous contenter de la médiocrité. »

Alors, visons ce qui « semble inaccessible ».

Vera El Khoury Lacoueilhe